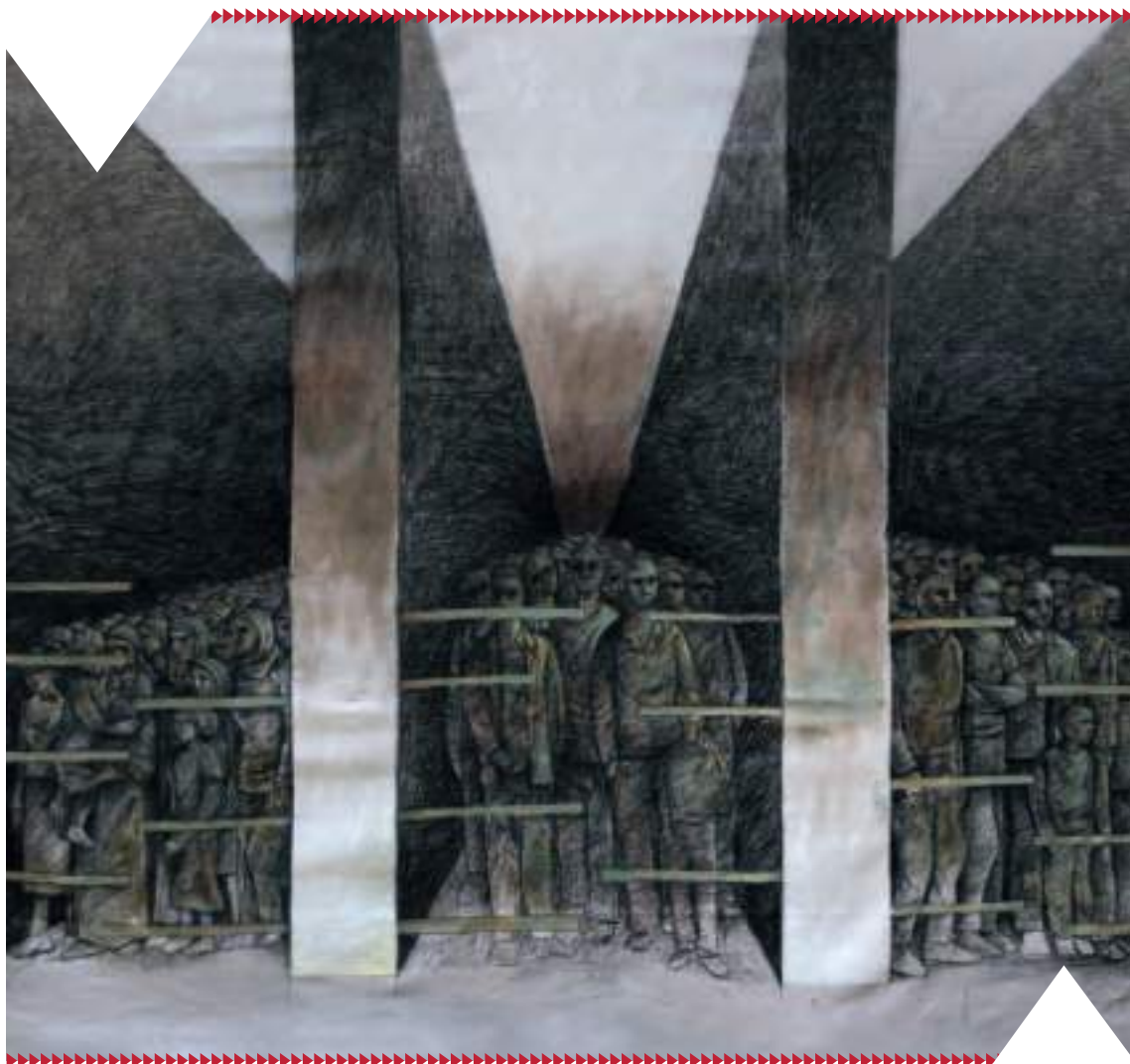


palестine

BULLETIN DE L'ASSOCIATION BELGO-PALESTINIENNE / WALLONIE-BRUXELLES



SOMMAIRE

La famine, arme du génocide **04** / Manifestations à Gaza & Hamas **08**

L'opinion israélienne face au génocide **10** / Annexion & colonisation **14**

Obligations de la Belgique **18** / Répression aux USA **22**

DOSSIER « EXISTER, C'EST RÉSISTER » : VOIX PALESTINIENNES 26



“
**SI JE MEURS,
JE VEUX UNE MORT RETENTISSANTE [...] UNE EMPREINTE QUI RESTERA À JAMAIS
ET DES IMAGES IMMORTELLLES QUE NI LE TEMPS
NI L'ESPACE NE POURRONT ENTERRER.**”

Fatima Hassouna, photojournaliste gazaouie, assassinée
avec 10 de ses proches dans un bombardement israélien le 16 avril 2025

▶▶▶▶▶▶▶▶ **Palestine n°104**

Comité de rédaction Victor B., Marianne Blume, Ouardia Derriche, Manon Marée, Zoé Dubois, Nadia Farkh, Pierre Galand, Florian Gillard, Nathalie Janne d'Othée, Gabrielle Lefèvre, Gregory Mauzé et Selma Mellas | **Ont également contribué à ce numéro** Mohammed A., Tamam A., Mohammed B., Laurence Blésin, Michel Brouyaux, Antonin Moriau, Wafa N. et Maryam O. | **Relecture** Ouardia Derriche | **Graphisme** Dominique Hambye | **Couverture Homeland** de Slimane Mansour, 2010.

Association belgo-palestinienne Wallonie-Bruxelles asbl

Siège social : rue des Palais 154 à 1030 Bruxelles | Tél. 02 223 07 56 | info@abp-wb.be | www.association-belgo-palestinienne.be | IBAN BE35 5230 8083 6037 |

Tout don de plus de 40 euros vous donne droit à une attestation qui vous vaudra une réduction d'impôt de 45% du montant de votre don. Indiquez sur votre virement « don + votre numéro de registre national » (obligation depuis le 1^{er} janvier 2025). | Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



LA FAMINE, ARME DE GUERRE

En août 2024 déjà, Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, déclarait : *« Nous ne pouvons pas, dans la réalité mondiale actuelle, gérer une guerre. Personne ne nous laissera faire mourir de faim deux millions de civils, même si cela pourrait être justifié et moral, jusqu'à ce que nos otages nous soient rendus. »* Or quand, le 2 mars 2025, Israël bloque totalement l'entrée de tout bien, le monde s'indigne mais... laisse faire : aucune sanction n'est prise. Le même mois, Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité nationale, proposait de bombarder les dépôts de nourriture et d'aide afin de créer une pression militaire et politique pour ramener les otages.

La libération des otages est un topique obligé des discours officiels mais, comme le savent les familles des otages qui manifestent, les otages servent de prétexte pour mener une guerre totale dont le but final est l'expulsion de toute la population de Gaza.

CELUI QUI TUE ET AFFAME PRÉTEND NOURRIR

Devant les critiques internationales et désireux d'éviter, pour des raisons diplomatiques, les images de la famine¹, Netanyahu a, dans un premier temps, « permis » l'entrée de quelques camions – une centaine contre 600 par jour lors du cessez-le-feu, tout en annonçant un regain des offensives pour prendre le contrôle de tout le territoire (opération « Chariots de Gédéon »).

C'était en attendant la mise en place de la distribution d'aide via une nouvelle structure, GHF (Gaza Humanitarian Foundation), encensée par Israël. De fait, comme l'a révélé le Washington Post, cette structure privée, officiellement américaine, a été pensée par des fonctionnaires, des officiers militaires et des hommes d'affaires, en lien étroit avec le gouvernement israélien pour mettre hors-jeu les organisations humanitaires internationales, dont évidemment l'UNRWA, jugée biaisée, anti-israélienne et infiltrée par les membres du Hamas. Le projet, présenté comme une *« initiative américaine indépendante et neutre »*, est piloté sur place par un certain Philip P. Reilly, ancien officier de la CIA qui a formé les Contras nicaraguayens avant de diriger les

LA FAMINE, ARME DU GÉNOCIDE

opérations de l'agence en Afghanistan et a travaillé pour l'entreprise militaire privée Constellis, anciennement Blackwater, de sinistre mémoire. Le plan de la GHF prévoit que la fondation engagera des sociétés de sécurité privées américaines pour surveiller le périmètre des « sites de distribution sécurisés ». Les deux entreprises américaines privées choisies, Safe Reach Solutions (SRS) et UG Solutions, sont peu connues et exclusivement composées d'anciens membres de la CIA, des forces spéciales américaines, et d'ex-contractuels de la société Blackwater.

Quant au directeur exécutif de l'organisation, Jake Wood, ancien sniper des US Marines, quand l'implication d'Israël commence à être dévoilée, il démissionne le 25 mai, déclarant le projet incompatible avec les principes humanitaires de neutralité, d'indépendance, d'impartialité et d'humanité. À sa place, a été nommé un chrétien évangélique, soutien inconditionnel d'Israël, ami de Trump et de Netanyahu.

Bien évidemment, toutes les agences de l'ONU, la Croix-Rouge et les ONG sur le terrain ont refusé de travailler avec la Fondation. D'une part, les principes humanitaires interdisent à une partie belligérante de contrôler l'aide humanitaire. D'autre part, d'après elles, l'organisation prévue par GHF entraîne des déplacements de la population, ne répond pas aux besoins locaux urgents, ne permet pas une distribution équitable et n'assurera pas la survie de la population. Chris Gunness, ancien porte-parole de l'UNWRA, parle d'aid-washing, « *Il s'agit d'une tentative cynique de la part de l'État d'Israël et de ses alliés [...] d'utiliser l'aide pour cacher le fait que ce qui se passe réellement, c'est que les gens sont affamés jusqu'à la soumission.* »

L'AIDE HUMANITAIRE, UNE ARME STRATÉGIQUE

Alors que Gaza comptait 400 points de distribution, le projet GHF n'en a ouvert que 4, trois dans

le sud (Rafah), un dans le couloir de Netzarim et aucun dans la ville de Gaza et le Nord où résident une majorité des Gazaouis. Résultat : la population doit se déplacer parfois jusqu'à 40 km sur des routes défoncées, sous les bombardements et les tirs des drones pour espérer recevoir un colis alimentaire. Sachant que le plan israélien est de concentrer la population dans le sud pour après l'expulser, la distribution de biens vitaux, conjuguée aux ordres d'évacuation et aux bombardements, y contribue effectivement. Comme le dit le porte-parole de OCHA : « *Cela ressemble à une tentative d'instrumentaliser l'aide. L'aide doit être fournie en fonction des besoins humanitaires, à ceux qui en ont besoin. Elle ne doit en aucun cas être utilisée comme une tactique pour déplacer la population.* »

Par ailleurs, l'aide n'est pas inconditionnelle : chaque père de famille doit présenter une carte d'identité pour qu'on vérifie qu'il ne fait partie ni du Hamas, ni du Jihad islamique, ni d'aucune faction ; un seul carton est distribué par semaine. Israël a pour plan d'utiliser la reconnaissance faciale pour les bénéficiaires, ce qui convertit la distribution en service de renseignement.

Enfin, l'armée israélienne est partie prenante puisqu'elle est positionnée dans le périmètre. Officiellement, tout le système est destiné à empêcher le Hamas de s'emparer de l'aide. Une accusation récurrente et jamais prouvée, voire réfutée par les institutions onusiennes. En fait, depuis longtemps, les agences onusiennes dénoncent les pillages commis sous les yeux de l'armée, voire organisés par elle. Les dernières révélations sur le soutien apporté par Israël à un groupe local ennemi du Hamas projettent une autre lumière sur les allégations israéliennes. Le pillage en règle des convois par ces gangs protégés fait prétendument partie de la guerre contre le Hamas mais en réalité, il se fait contre les Gazaouis.

LES PALESTINIENS ONT ÉTÉ PLACÉS DEVANT LE CHOIX LE PLUS SINISTRE : MOURIR DE FAIM OU RISQUER D'ÊTRE TUÉS EN ESSAYANT D'ACCÉDER À LA MAIGRE NOURRITURE MISE À DISPOSITION PAR LE MÉCANISME MILITARISÉ D'AIDE HUMANITAIRE D'ISRAËL.

Volker Türk,
Haut-Commissaire aux droits de l'Homme

TUER LES AFFAMÉS SOUS PRÉTEXTE DE LES NOURRIR

Dès le premier jour de l'activité de GHF, c'est le chaos et la mort. Le premier jour, les gens enfermés comme du bétail entre des grilles arrivent si nombreux que le dispositif s'écroule, les mercenaires américains quittent la place, la foule se jette sur les caisses et l'armée israélienne tire depuis des drones et des chars. Les autres distributions se sont déroulées suivant un schéma identique : des civils affamés se pressent près du site de distribution, attendant le signal de l'armée israélienne ou des mercenaires du GHF pour entrer. Puis l'armée israélienne ouvre le feu sur la foule, soit à l'extérieur du point de distribution avant que l'aide ne soit distribuée, soit après avoir invité les civils à entrer. Bilan au 17 juin : 351 morts et 2831 blessés, tous à la tête ou au thorax.

GHF décline toute responsabilité, prétendant qu'il ne « *contrôle pas la zone située à l'extérieur de ses sites de distribution et de ses environs immédiats* », qu'il ne connaît pas les activités de l'armée israélienne « *au-delà de son périmètre, qui reste une zone de guerre active* ». Dont acte. Résumé par le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, Volker Türk : « *Les Palestiniens ont été placés devant le choix le plus sinistre : mourir de faim ou risquer d'être tués en essayant d'accéder à la maigre nourriture mise à disposition par le mécanisme militarisé d'aide humanitaire d'Israël.* »

Chris Guinness, ex-porte-parole de l'UNRWA, ne mâche pas ses mots : « *L'opération d'aide israélo-américaine a transformé Gaza en un abattoir*

humain, où des civils affamés sont parqués comme des animaux dans des enclos clôturés et, ce faisant, sont abattus comme du bétail. Cela s'apparente à certaines des périodes les plus sombres de l'histoire de l'humanité, où des usines de mort industrielles ont été utilisées contre des femmes et des enfants innocents qui ont été conduits comme des agneaux à l'abattoir. »

GÉNOCIDE

La famine tue et tue à retardement. La distribution d'aide par un des belligérants est une ruse de guerre pour mieux parvenir à ses objectifs. Par la famine et le mécanisme d'aide qu'il met en place, avec les bombardements incessants, Israël vise à forcer le déplacement de la population mais aussi à démanteler la société dans ses solidarités et dans ce qui reste d'ordre établi. Outre l'assassinat généralisé des membres de la police et de la défense civile, Israël mise sur un gang de pillards qu'il protège pour créer le chaos complet. Mis en position de survie, privés de tout cadre de loi hormis celle du plus fort, les êtres humains se battent entre eux.

C'est ça aussi, le génocide.

1/ Le 19 mai, Benjamin Netanyahu affirmait ainsi dans une vidéo : « *Nos meilleurs amis dans le monde, des sénateurs dont je sais qu'ils sont de solides partisans d'Israël, nous ont dit qu'ils ne pourraient pas nous soutenir si des images de famine étaient diffusées. Nous devons éviter la famine, à la fois pour des raisons pratiques et diplomatiques. Sans soutien international, nous ne pourrions pas poursuivre notre mission jusqu'à la victoire.* »

LA POPULARITÉ DU HAMAS À GAZA A BAISSÉ DEPUIS LE DÉBUT DE L'AGRESSION ISRAËLIENNE : DE 62% EN MARS 2024, ELLE EST DESCENDUE À 39% EN MAI 2025.

Sondage PCPSR

manifestations, les critiques sont lourdes : le Hamas est accusé d'avoir mené la bande de Gaza à sa perte, de profiter de l'économie de guerre, de réprimer les citoyens critiques et de ne pas penser à la population.

Les dirigeants locaux refusent que les demandes populaires légitimes soient ainsi politiquement récupérées et le groupe des Anciens et des Mukhtars de Beit Lahia a publiquement affirmé son soutien aux manifestations contre l'offensive israélienne et son blocus, de même qu'à la résistance armée³.

RÉSULTATS D'UN SONDAGE RÉCENT

D'après le sondage réalisé par le PCPSR⁴ (Palestinian Center for Policy and Survey Research), daté de début mai 2025, les habitants de Gaza favorables aux manifestations anti-Hamas dans la bande de Gaza et ceux qui s'y opposent sont presque à égalité. Néanmoins, la plupart d'entre eux pensent que ces manifestations sont motivées et dirigées de l'extérieur. Par ailleurs, interrogés sur la situation humanitaire, la majorité des sondés accusent Israël et les États-Unis d'être les premiers responsables de leurs souffrances et seule une petite minorité accuse le Hamas d'en être le premier responsable. Enfin, 60% des sondés sont en désaccord avec l'affirmation selon laquelle si le Hamas libère les

détenus israéliens, la guerre prendra fin et Israël se retirera de la bande de Gaza.

Ceci dit, la popularité du Hamas a effectivement baissé depuis le début de l'agression israélienne : de 62% en mars 2024, elle est descendue à 39% en mai 2025. Le soutien à l'action du 7 octobre du Hamas a également baissé.

ET DONC ?

Et donc, la réalité est plus complexe que ce que les journalistes veulent en voir. La population de Gaza veut la paix, la sécurité, elle veut manger, elle veut VIVRE. Dès lors, elle exprime sa colère, sa désespérance et sa souffrance en manifestant, y compris contre l'autorité qui négocie avec Israël. Le Hamas n'est sûrement pas à l'abri de critiques⁵ mais pour nous ici, l'urgence, c'est de mettre fin au génocide et de permettre au peuple de Gaza de revivre.

1/ BFMTV, 24 avril 2025.

2/ Euronews, 26 mars 2025.

3/ *Loc.cit.*

4/ Press Release: Public Opinion Poll No (95) | PCPSR.

5/ « Les services de sécurité du Hamas répriment les manifestants à Gaza », Amnesty International, 28 mai 2025.



/
Un groupe d'Israéliens
cherche à empêcher
les camions humanitaires
d'entrer à Gaza en janvier 2025.

© Menahem Kahana

L'OPINION ISRAËLIENNE FACE AU GÉNOCIDE: mythes et réalités

**La contestation interne croissante du Premier ministre
Benjamin Netanyahu et de sa conduite de la guerre marque-t-elle
le début d'une opposition tangible de la société israélienne
à l'éradication de Gaza? On en est loin.**

par Gregory Mauzé

Ces derniers mois ont illustré, si besoin en était, la détermination du gouvernement israélien à parachever le processus génocidaire en cours à Gaza. La rupture unilatérale de la trêve avec le Hamas le 18 mars a, en particulier, fait tomber le voile sur son désintérêt pour le sort des captifs du 7 octobre, dont la libération est au contraire la priorité de l'opinion. Le vent de la contestation d'une guerre qui aurait «perdu son sens» a alors pris une ampleur inédite, comme en atteste le taux record de 20% de désertions dans l'armée¹. Fait notable, plusieurs centaines de manifestants ont protesté le 5 janvier devant le ministère de la Défense en brandissant non pas les photos d'otages, mais d'enfants tués à Gaza, chose inimaginable au début du conflit.

Chez nous, le traitement médiatique de ces développements a accrédité l'idée d'un «réveil collectif» des Israéliens², selon les termes du correspondant de France Télévisions au Proche-Orient, et donc d'une prise de conscience des souffrances infligées aux Gazaouis. À l'appui de ce récit, les déclarations d'une série de figures réputées modérées, qui avaient jusqu'à présent contribué au consentement à l'écrasement de l'enclave

côtière, telles qu'Élie Barnavi. «*J'ai honte pour mon pays*», confessait, le 26 mai sur le plateau de C Ce Soir, celui qui préconisait, aux premiers jours du conflit, de «*soumettre Gaza à un tapis de bombes sans se poser de questions*».

Un œil plus attentif oblige toutefois à constater que l'idée d'une renaissance progressive du «camp de la paix» relève du fantasme. Si l'impopularité de la coalition au pouvoir est réelle³, le consensus sur le choix de la brutalité pure face aux Palestiniens reste solide, et la réaction publique contre ceux qui tentent de l'ébrécher, impitoyable. En témoigne le torrent d'indignation qu'ont suscité les déclarations du leader de la «gauche sioniste» Yair Golan le 20 mai dernier. «*Un pays sain ne fait pas la guerre à des civils, n'a pas pour hobby de tuer des bébés, ne se fixe pas pour objectif d'expulser des populations*», avait affirmé celui qui, comme Barnavi, a activement participé à l'union sacrée – préconisant dès le 13 octobre d'affamer Gaza⁴. «*Calomnie antisémite*», éructa aussitôt Netanyahu, tandis que Benny Gantz, autre ténor de l'opposition, l'accusa de «*mettre en danger la liberté de nos héroïques combattants*».

ATMOSPHÈRE GÉNOCIDAIRE

Ces levées de boucliers prennent sens au regard de la profonde déshumanisation des Palestiniens dans le discours public, laquelle justifie toutes les atrocités qui leur sont infligées. Ainsi, on ne compte plus les déclarations génocidaires de membres du gouvernement, loin d'être circonscrites à ses franges les plus extrêmes, et qui constituent autant de pièces à charge pour la justice internationale⁵. À la cheffe des opérations humanitaires de l'ONG Natan, Sharon Shaul, qui s'exprimait sur le sort des civils lors d'une audition le 8 mai à la Knesset, le Parlement israélien, les élus de la majorité répliquèrent avec fureur. «*Je ne suis pas sûr que vous parliez pour nous quand vous dites que nous voulons soigner chaque enfant et chaque femme [...] Quand on se bat contre un groupe comme celui-ci, la distinction qui existe dans un monde normal n'existe plus*», s'exclama le député Amit Halevi, membre du Likoud, parti de Netanyahu.

L'opposition n'est pas en reste. En septembre 2024, Meirav Cohen, du parti Yesh Atid de l'ancien Premier ministre Yaïr Lapid, fustigea le gouvernement pour avoir laissé entrer des camions humanitaires à destination des civils gazaouis. «*La seule menace à laquelle ils font face, c'est l'obésité.*», déclara-t-elle en commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, alors même que près d'un quart de la population était déjà confronté au stade de famine le plus avancé, selon l'IPC.

Cette atmosphère de haine prédomine également dans les médias locaux, notamment sur la chaîne d'extrême droite Chanel 14, deuxième en termes d'audimat, dont le racisme et l'incitation au génocide constituent les morbides marques de fabrique. À en croire les enquêtes d'opinion, ce climat concerne, dans une large mesure, l'essentiel de la population israélienne, à rebours des narratifs opposant une majorité déboussolée

à une minorité d'extrémistes. Selon un sondage publié en mai par la Pennsylvania State University, 82% des Juifs israéliens seraient favorables à l'expulsion des habitants de Gaza et 56% à celle des Palestiniens citoyens d'Israël⁶. Plus glaçant encore, près de la moitié (47%) soutiendraient même l'extermination des civils dans les villes ennemies conquises.

SOCIÉTÉ COLONIALE ET DÉSHUMANISATION

Cette terrifiante radicalisation de l'opinion ne saurait s'expliquer par le seul traumatisme collectif du 7 octobre. «*En réalité, elle révèle des tendances longtemps en gestation dans la société israélienne, nourries par l'éducation, les médias et les institutions*», note Tamir Sorek, qui a conduit l'enquête, dans un article co-signé avec Shay Hazkani dans Haaretz. «*Le sionisme, comme d'autres projets coloniaux, est confronté à la résistance des populations autochtones et peut glisser vers l'extermination pour assurer une sécurité absolue.*»⁷

Comment, dès lors, interpréter la soudaine préoccupation pour la situation des civils à Gaza de ce segment minoritaire de la société israélienne tant prisé des médias occidentaux? Sans contester le fait qu'une part de cette indignation soit sincère, celle-ci doit aussi être comprise sous un angle plus prosaïque. «*La frange d'Israël la plus dynamique et ouverte au monde, la "Start up Nation" sait à quel point l'image d'Israël en Occident est fondamentale*», explique le chercheur Thomas Vescovi. «*C'est pour ça qu'elle s'était dressée contre les réformes illibérales de Netanyahu ces dernières années et qu'elle manifeste aujourd'hui des signes d'opposition à la guerre à Gaza. Non pas parce qu'elle considérerait celle-ci comme foncièrement illégitime, mais parce qu'une partie des soutiens internationaux traditionnels sont en train de décrocher. Elle*

MONTER EN ÉPINGLE DES MARQUES D'HUMANISME ENCOURAGEANTES, MAIS MARGINALES À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ ISRAÉLIENNE, TEND À MINIMISER SON CONSENTEMENT À L'ANÉANTISSEMENT DE GAZA.

cherche donc à faire vivre l'illusion qu'un autre Israël est possible à côté des extrémistes actuellement au pouvoir. »

Le sondage de mai 2025 de l'Israeli Democracy Institute (IDI) apporte un éclairage intéressant sur les arrière-pensées de ce « sursaut humaniste » au regard, en l'espèce, du mécontentement international à la suite de l'instauration d'un blocus humanitaire complet à Gaza depuis le 2 mars. Alors que seuls 20% des sondés estiment qu'il faut prendre en compte la souffrance des Palestiniens dans la conduite des opérations militaires, 30,5% jugent qu'il convient d'augmenter le flux d'aide à Gaza *« compte tenu de la pression exercée par plusieurs pays. »*

POSER LES BONS CONSTATS

Ce constat accablant n'enlève rien au courage de ceux qui, à l'instar du mouvement de solidarité judéo-arabe Standing Together, ont très tôt défié le consensus génocidaire, notamment en assurant la protection des convois humanitaires vers Gaza. Au demeurant, l'état de l'opinion publique, aussi radicalisée soit-elle, n'est pas immuable.

« Dans les années 1980 et au début des années 1990, deux tiers des Israéliens étaient favorables à l'idée d'encourager les Arabes à émigrer. En l'espace de quelques années seulement, à la suite des accords d'Oslo en 1993 et de la création de l'Autorité palestinienne, le soutien à l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza et à l'expulsion de leurs populations n'était plus que de 11%. », rappellent plusieurs universitaires dans une tribune parue dans Haaretz⁹.

Reste que monter en épingle des marques d'humanisme encourageantes, mais marginales à

l'échelle de la société israélienne, tend à minimiser son consentement à l'anéantissement de Gaza. Ce malentendu entretient l'idée d'une potentielle évolution naturelle d'une démocratie coloniale et éloigne, par voie de conséquence, des mesures nécessaires pour mettre fin aux politiques criminelles imposées aux Palestiniens, au premier rang desquelles la pression internationale.

Au surplus, ces fausses représentations d'un « camp de la paix » entravent paradoxalement la perspective d'entrevoir un avenir commun entre la Méditerranée et le Jourdain. Comme le soulignait le juriste Johann Soufi sur X le 24 mai dernier, la déresponsabilisation de la société israélienne qu'elle engendre fait en effet obstacle à la fois à sa remise en cause et à la reconnaissance collective des torts infligés. *« Un jour, pour obtenir la paix et la réconciliation, il faudra passer par un processus de justice transitionnelle : avec vérité, justice, réparation et des réformes profondes de chaque côté. Mais cela commence par la vérité ! »*. Et donc, par un examen lucide de la nature de la relation entre oppresseurs et opprimés, aussi cruel soit-il pour les premiers.

1/ Envoyé spécial, 12 juin 2025, France Info.

2/ « Gaza : le réveil tardif des Européens », Public Sénat, 21 mai 2025.

3/ Depuis le 7 octobre, la coalition d'extrême droite au pouvoir est systématiquement minoritaire dans les intentions de vote.

4/ Thomas Vescovi, « Ya'ir Golan, un espoir en trompe-l'œil pour sauver l'image d'Israël », The Conversation, 10 juin 2025.

5/ Qaanitah Hunter, « South Africa's legal team says 'intent is clear' in Israel's Gaza genocide », www.aljazeera.com, 28 octobre 2024.

6/ Shay Hazkani et Tamir Sorek, « Yes to Transfer: 82% of Jewish Israelis Back Expelling Gazans », Haaretz, 28 mai 2025.

7/ Loc.cit.

8/ Lior Sheffer, Alon Yakter, and Yael Shomer, « That Alarming Poll Showing 82% of Israelis Back Gazans' Expulsion? It's Wrong », Haaretz, 4 juin 2025.



/
Étoile de David installée
par les colons sur l'aqueduc
asséché d'al-Auja,
dans la vallée du Jourdain
(Palestine occupée)

© Looking the Occupation in the Eye

|| D'UNE IDÉE MARGINALE, LA RECOLONISATION DE GAZA EST DEVENUE AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS PLAUSIBLE. ||

Israël a en outre lancé l'opération « Mur de fer » dans le nord de la Cisjordanie. Les camps de réfugiés y sont les premiers visés : Jénine, Tulkarem, Nour Shams sont vidés de la plupart de leurs habitants. Sur les 77 000 réfugiés des trois camps, plus de 40 000 personnes ont été chassés, ce qui représente le plus grand déplacement forcé en Cisjordanie depuis 1967.

DES DÉCISIONS PRISES EN SECRET

Mais là ne s'arrêtent pas les superlatifs. Le 27 mai dernier, les médias israéliens révélaient que le gouvernement israélien avait approuvé l'établissement de 22 nouvelles colonies, un record depuis les accords d'Oslo. Au total, l'actuel gouvernement en a approuvé l'établissement de 50. Le nombre d'avant-postes construits depuis lors a, quant à lui, explosé avec 112 nouveaux avant-postes établis en deux ans et demi. À titre de comparaison, de 1996 au début de 2023, moins de 7 avant-postes avaient été créés en moyenne chaque année.

Le gouvernement israélien a en outre décidé d'établir un nouveau cadastre pour répertorier les terres de la zone C en prélude à leur accaparement. Il s'agit une fois de plus d'un mépris total du droit international humanitaire qui interdit à une puissance occupante de procéder à un tel registre foncier.

L'organisation israélienne *Peace Now* observe par ailleurs que la plupart de ces décisions sont prises par le cabinet de sécurité et donc en secret et sans transparence, ni sur le contenu

des décisions, ni sur leurs responsables au sein du gouvernement. L'organisation explique cette précaution par le risque de poursuites par la Cour pénale internationale des dirigeants israéliens.

RECOLONISER GAZA

Le mouvement des colons avait vécu comme un profond traumatisme le démantèlement des colonies de Gaza en 2005 par le Premier ministre israélien de l'époque, Ariel Sharon. Depuis lors, le mot d'ordre de « retour à Gaza » avait été lancé. À nouveau, l'arrivée de l'actuel gouvernement a rouvert tous les possibles. Dès mars 2023, la Knesset vote une loi mettant fin au plan de désengagement de 2005, rendant possible un nouveau déploiement de colonies à Gaza. Les attaques du 7 octobre ont donc offert l'opportunité au mouvement des colons, et à ses représentants au sein du gouvernement, de mettre cet agenda en œuvre.

Le traumatisme vécu par la population israélienne du fait du 7 octobre permet de promouvoir l'évacuation de toute la population palestinienne de la bande de Gaza et l'occupation du territoire à long terme. Ainsi, dès le 13 octobre 2023, le gouvernement israélien approuve un plan, élaboré par l'institut Misgav, un think tank proche de Netanyahu, pour évacuer l'entièreté des habitants de Gaza. Un an plus tard, ce plan est mis en œuvre par ledit « plan des généraux » qui appelle à vider le nord de la bande de Gaza, tout Palestinien restant dans les zones évacuées étant considéré comme un terroriste et pouvant être éliminé. En mars 2025, une nouvelle administration pour le « départ volontaire » des Palestiniens de

Gaza est mise en place sous le contrôle du ministère israélien de la Défense. En mai 2025, l'opération « Chariots de Gédéon » vient compléter le tableau, prévoyant le déplacement forcé de toute la population de Gaza dans une « zone stérile » dans le sud de la bande Gaza, à Rafah. Le Premier ministre Netanyahu annonce alors une « occupation du territoire et une présence israélienne durable à Gaza. »

Et ce qui paraissait quasiment impensable avant le 7 octobre 2023, soit la recolonisation de Gaza, est de plus en plus plausible. Promue pour des raisons de sécurité ou des raisons religieuses, l'idée réussit à prendre place dans les médias et, via les ministres issus du sionisme religieux, dans les discussions politiques. Parmi les plus grandes défenseuses du retour à Gaza, figure Daniela Weiss, une Israélienne de 79 ans qui mène l'organisation de colons d'extrême droite, Nachala. Omniprésente sur les plateaux de télévision israéliens, elle a réussi à obtenir l'engagement de 800 familles prêtes à se réinstaller à Gaza. Dans le documentaire *The Settlers* réalisée par Louis Theroux sur la BBC, elle confie sa stratégie : « *Nous ne forçons pas le gouvernement, nous l'aidons en lui donnant le courage, la capacité, le soutien public et politique.* » De l'idée à la réalisation, il n'y a donc plus qu'un pas.

Le plan émis par Donald Trump pour Gaza, visant à la vider de sa population pour en faire une Riviera américaine, a permis de normaliser encore un peu plus l'idée d'une recolonisation de l'enclave côtière.

DEMAIN, LE LIBAN ET LA SYRIE ?

La question aujourd'hui est de savoir où s'arrêtera la poussée coloniale israélienne. En effet, à la suite de son offensive au Liban en 2024, l'armée israélienne y contrôle encore des territoires. Et après la chute de Bachar al Assad en décembre

2024, elle s'est également déployée dans plusieurs zones dans le sud de la Syrie. L'occupation israélienne de ces territoires a donc déjà attiré l'attention du mouvement des colons, et en particulier de l'organisation Uri Tsafon. Celle-ci promeut déjà activement la colonisation du Liban et de la Syrie. « *Nous n'attendons pas que l'État nous dise "Venez" ; nous travaillons pour que cela se produise* », précise son fondateur Amos Azaria. « *Dans un premier temps, nous nous installerons là où nous le pourrons. Il n'y a pas d'intérêt pour un lieu spécifique ; le plus important est d'être de l'autre côté de la barrière. Nous devons lutter contre le tabou de la frontière établie par la France et l'Angleterre il y a 100 ans [NDLR : référence aux accords de Sykes-Picot, qui ont dessiné les frontières dans la région en 1916]. Nous vivrons à la frontière libanaise, si Dieu le veut, et si nous sommes là, la frontière se déplacera vers le nord et l'armée la gardera.* »

En 1967, les premiers colons qui se sont établis en Cisjordanie devaient être regardés comme des farfelus. Aujourd'hui ils sont quelque 750 000 à vivre en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. D'une idée marginale, la recolonisation de Gaza est devenue aujourd'hui plus que jamais plausible. Si Israël continue à bénéficier d'une impunité totale dans la poursuite de sa politique coloniale, il ne serait pas étonnant d'assister demain à une colonisation israélienne au Liban et en Syrie. Pour rappel, le 19 juillet 2024, la Cour internationale de justice a décrété l'obligation des États tiers de ne pas reconnaître, ni porter aide ou assistance à l'occupation et à l'annexion illégales du territoire palestinien par Israël.

1/ Gregory Mauzé, « *Les colons obtiennent les clés de la Cisjordanie* », Palestine n°95, 1^{er} trim. 2023.

2/ Marianne Blume, « *Technique de nettoyage ethnique : les avant-postes agricoles* », Palestine n°97, 3^e trim. 2023.

/
La compagnie maritime Zim
a illégalement fait transiter
du matériel militaire
à destination d'Israël
par le port d'Anvers.
© UNGERER



|| CHAQUE JOUR QUI PASSE SANS QU'UNE INITIATIVE DIGNE DE CE NOM SOIT PRISE DEVRAIT FAIRE HONTE À CE GOUVERNEMENT DONT L'APATHIE NOUS REND COMPLICES DES PIRES CRIMES. ||

bien même elle ne serait pas utilisée à Gaza, elle le serait probablement dans le territoire palestinien occupé et servirait donc l'expansion des colonies israéliennes³. Or le même avis de la CIJ a clairement établi l'obligation pour les États tiers de ne pas prêter aide ou assistance à la colonisation⁴. Sans être explicitement interdite, la livraison d'armes à Israël semble donc difficilement compatible avec cet avis. Pourrait également y contrevenir tout soutien économique à Israël dans le présent contexte. De façon encore plus limpide, l'embargo complet sur les armes – y compris, donc par une interdiction de leur transit – découle de l'obligation faite à la Belgique de prévenir et de réprimer les crimes internationaux, en ce compris le crime de génocide.

LE DROIT INTERNATIONAL DÉTOURNÉ

Pour justifier l'inaction de la Belgique, certains membres de l'Arizona n'ont cessé de remettre en cause la qualification de génocide, mobilisant à l'envi le critère d'intentionnalité qui ne serait pas rencontré ici, et pire, en minimisant le nombre de morts à Gaza depuis le 7 octobre 2023. Sous couvert d'attachement au droit international, ces derniers détournent et vident en réalité la Convention de 1948 de son objet et de son but. Une telle instrumentalisation du droit international est d'autant plus odieuse qu'elle déplace l'attention de l'enjeu pourtant crucial et urgent : mettre fin au massacre des Gazaouis.

Nonobstant le fait que le caractère génocidaire de cette guerre est attesté par de nombreux rapports internationaux, rappelons aussi que les obligations des États parties à cette convention ne nécessitent nullement qu'un génocide soit avéré ou reconnu pour être déclenchées. Car c'est bien pour répondre au fameux « *Plus jamais ça* » qu'est née cette convention et non pour qualifier *a posteriori* des massacres.

Quand bien même cette qualification ne devait pas être retenue, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis actuellement à Gaza ne font guère de doute et, on l'a vu, obligent également les États tiers à tout mettre en œuvre pour les faire cesser. Il est aussi urgent que la Belgique assume enfin ses responsabilités en tant qu'État démocratique. Chaque jour qui passe sans qu'une initiative digne de ce nom soit prise devrait faire honte à ce gouvernement dont l'apathie nous rend complices des pires crimes.

1/ Pour un développement sur ce point, voir notamment Anne Lagerwall, *Malgré l'annulation par le Conseil d'État de l'arrêté du ministre-Président wallon, le transfert d'armes vers Israël reste interdit en vertu du droit international*, note d'actualité, 21 mai 2025, disponible sur : cdi.ulb.ac.be.

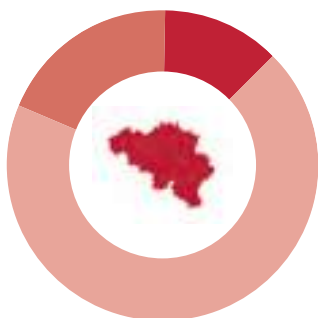
2/ Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, avis consultatif du 19 juillet 2024, §277, p. 75.

3/ Olivier Corten, *Après Gaza, que reste-t-il de la « responsabilité de protéger » ?*, Note d'analyse du GRIP, 5 juin 2025.

4/ CIJ, *Conséquences juridiques ...*, *op. cit.*, §278, p. 76.

LA BELGIQUE DOIT-ELLE IMPOSER DES SANCTIONS À ISRAËL COMME ELLE L'A FAIT POUR LA RUSSIE?

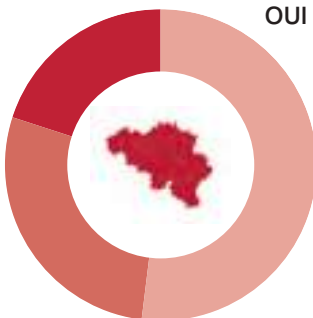
19% NON
12% sans avis



69% OUI

ISRAËL DOIT-IL ÊTRE EXCLU DU CONCOURS DE MUSIQUE EUROVISION?

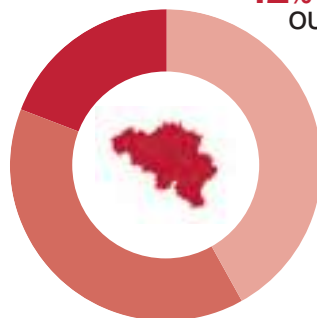
20% sans avis
52% OUI



28% NON

PENSEZ-VOUS QUE LA BELGIQUE DOIT RECONNAÎTRE À COURT TERME UN ÉTAT PALESTINIEN SANS CONDITION ?

19% sans avis
42% OUI



39% NON

7 Belges sur 10 veulent sanctionner Israël

Un sondage détonnant. Pour la première fois depuis décembre 2023, le grand baromètre trimestriel IPSOS/Le Soir/RTL Info¹ a posé une série de questions liées à la Palestine. Ses résultats sont sans appel : dans leur grande majorité, les Belges veulent durcir le ton contre Tel-Aviv. Sept sur dix sont ainsi favorables à l'instauration de sanctions contre Israël, similaires à celles qui ont été imposées à la Russie. Cette opinion est partagée par l'électorat de tous les partis... y compris celui du MR, pourtant opposé à cette mesure.

52% souhaitent par ailleurs qu'Israël soit exclu de l'Eurovision (28% contre), et 42% que la Belgique reconnaisse immédiatement et sans

condition l'État de Palestine (39% contre). Relevons que le nombre de « sans avis » a baissé drastiquement par rapport à l'enquête de 2023. Celles et ceux qui estiment qu'« on parle trop de Palestine » en sont pour leurs frais...

Ce sondage, en phase avec d'autres enquêtes réalisées à travers le monde², amène à un constat limpide : face à l'évidence de ses crimes de persécution, d'apartheid et de génocide contre le peuple palestinien, Israël perd la bataille de l'opinion publique globale. Jusqu'à quand les gouvernements laisseront-ils le fossé avec leurs citoyens se creuser en persistant à manquer à leurs obligations ?

par Gregory Mauzé

1/ Réalisé du 27 mai au 3 juin 2025.

2/Laura Silver, "Most people across 24 surveyed countries have negative views of Israel and Netanyahu", Pew Research Center, 3 juin 2025.



/
Des manifestants
pro-palestiniens sont embarqués
par la police de New-York après
une manifestation devant la bibliothèque
Butler sur le campus de l'université
Columbia, à New York, le 7 mai 2025.

© Ryan Murphy

LE PROJET DU GOUVERNEMENT ÉTATSUNIEN NE VISE DONC QU'À INSTRUMENTALISER LA JUSTE CAUSE DE LA LUTTE CONTRE L'ANTISÉMITISME AU PROFIT DU DÉMANTÈLEMENT DES VALEURS DÉMOCRATIQUES ET DE LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS D'UN ALLIÉ, COUPABLE DE GÉNOCIDE.

INSTRUMENTALISATION DE LA LUTTE CONTRE L'ANTISÉMITISME

Le décret présidentiel doit être replacé dans le contexte de l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme, symbolisée par la définition contestée de l'antisémitisme de l'IHRA (*International Holocaust Remembrance Alliance*)¹. De fait, on peut douter du fait que la lutte contre la haine anti-Juifs soit réellement la motivation première de l'administration Trump. En effet, en sous-entendant que la menace antisémite émanerait exclusivement du mouvement pro-Palestine, elle ignore complètement la source de danger pourtant manifeste que représente le suprémacisme blanc pour la population juive.

Si l'intention de Trump était réellement de lutter contre cette forme de discrimination, il aurait adopté une approche holistique en examinant les sources profondes, y compris dans ses rangs et son idéologie d'extrême-droite. Or les comités chargés d'élaborer des recommandations contre l'antisémitisme à destination des universités ne comptent souvent aucun académique ayant étudié les questions d'Histoire juive ou de l'antisémitisme.

Du reste, les politiques du président américain comportent un angle mort de taille : l'existence d'un mouvement juif critique d'Israël, aux premières lignes de la mobilisation palestinienne aux USA depuis plus de 20 mois... Celui-ci souffre également des politiques répressives de Trump contre le secteur académique, puisque des organisations telles que *Jewish Voice for Peace* se sont vu bannir de certains campus et que les nombreux étudiants et membres du personnel académique juifs ayant participé aux occupations de leur institution se voient sanctionner au même titre que les autres.

Le projet du gouvernement étatsunien ne vise donc qu'à instrumentaliser la juste cause de la

lutte contre l'antisémitisme au profit du démantèlement des valeurs démocratiques et de la défense des intérêts d'un allié, coupable de génocide.

LE RETOUR DE LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » ?

La sécurité nationale a souvent été invoquée pour justifier la détention et la déportation d'étudiants étrangers ayant pris part à la mobilisation anti-génocide. Cette invocation vise non seulement à rendre celle-ci illégitime, mais également illégale, évoquant ainsi le cas d'école de la « guerre contre le terrorisme » post-11 septembre. Cette période, au nom de la préservation de la sécurité nationale, était caractérisée par une expansion des pouvoirs exécutifs aux dépens des libertés individuelles : surveillance de masse, dissolution de nombreuses organisations suspectées de financer des groupes terroristes, incarcération d'individus arabo-musulmans sans procès. Le parallèle est glaçant, et comme en son temps, l'arbitraire est la règle.

Aujourd'hui, ce ciblage ne se limite plus aux individus arabes et musulmans (bien qu'ils soient visés de façon disproportionnée) mais s'étend à toutes les voix pro-Palestine. Le danger ne résiderait plus du côté d'un groupe hostile se trouvant à l'étranger, mais proviendrait d'un ennemi intérieur en expansion. Les conséquences de l'impérialisme américain semblent donc à présent toucher sa propre population, estompant la limite entre politique nationale et étrangère. Le zèle avec lequel Trump s'attache à persécuter les militants pro-palestiniens éclaire une réalité gênante pour le mouvement *Make America Great Again* : l'« America First » n'a plus cours dès lors que les intérêts israéliens sont en jeu. Toute menace à la domination d'Israël est ainsi

interprétée comme une attaque directe des États-Unis et toute contestation du sionisme devient un acte de subversion nationale.

MENACE POUR LA DÉMOCRATIE

À la suite de ces épisodes, les experts alertent : la répression du mouvement pro-Palestine aux États-Unis crée un dangereux précédent pour la démocratie au sens large. En ce sens, la mise sous silence des militants anti-génocide sert de test et signale ainsi un risque de fragilisation d'une série de droits constitutionnels. En effet, le 1^{er} amendement de la Constitution américaine garantit la liberté d'expression et d'association, laquelle s'applique à toutes les personnes se trouvant sur le sol américain, peu importe leur citoyenneté.

Par ailleurs, Trump viole gravement la liberté académique. Étudiants et corps enseignant sont à présent terrorisés à l'idée d'exprimer des idées allant à l'encontre des directives de la Maison Blanche, craignant des représailles. Plus inquiétant encore, ces initiatives instaurent un précédent qui

risque d'être appliqué bien au-delà du mouvement pro-Palestine. Si la Maison Blanche est autorisée à franchir cette « ligne rouge » pour la Palestine, qu'est-ce qui l'empêchera de s'en prendre aux professeurs qui enseignent l'Histoire de l'esclavage ou le changement climatique, ou d'étendre les sanctions visant les étudiants étrangers aux citoyens américains naturalisés? En définitive, cette réponse du gouvernement est le signe d'un changement dans le rapport de force, qui se traduit par le soutien croissant de l'opinion publique américaine en faveur du peuple palestinien². En ce sens, la répression de la solidarité palestinienne n'est que le reflet de l'incapacité des défenseurs d'Israël à gagner le débat sur le terrain des idées.

1/ Alice Garcia, « La définition de l'antisémitisme de l'IHRA, une arme contre la défense des droits du peuple palestinien », Palestine n°96, 2^e trim, 2023

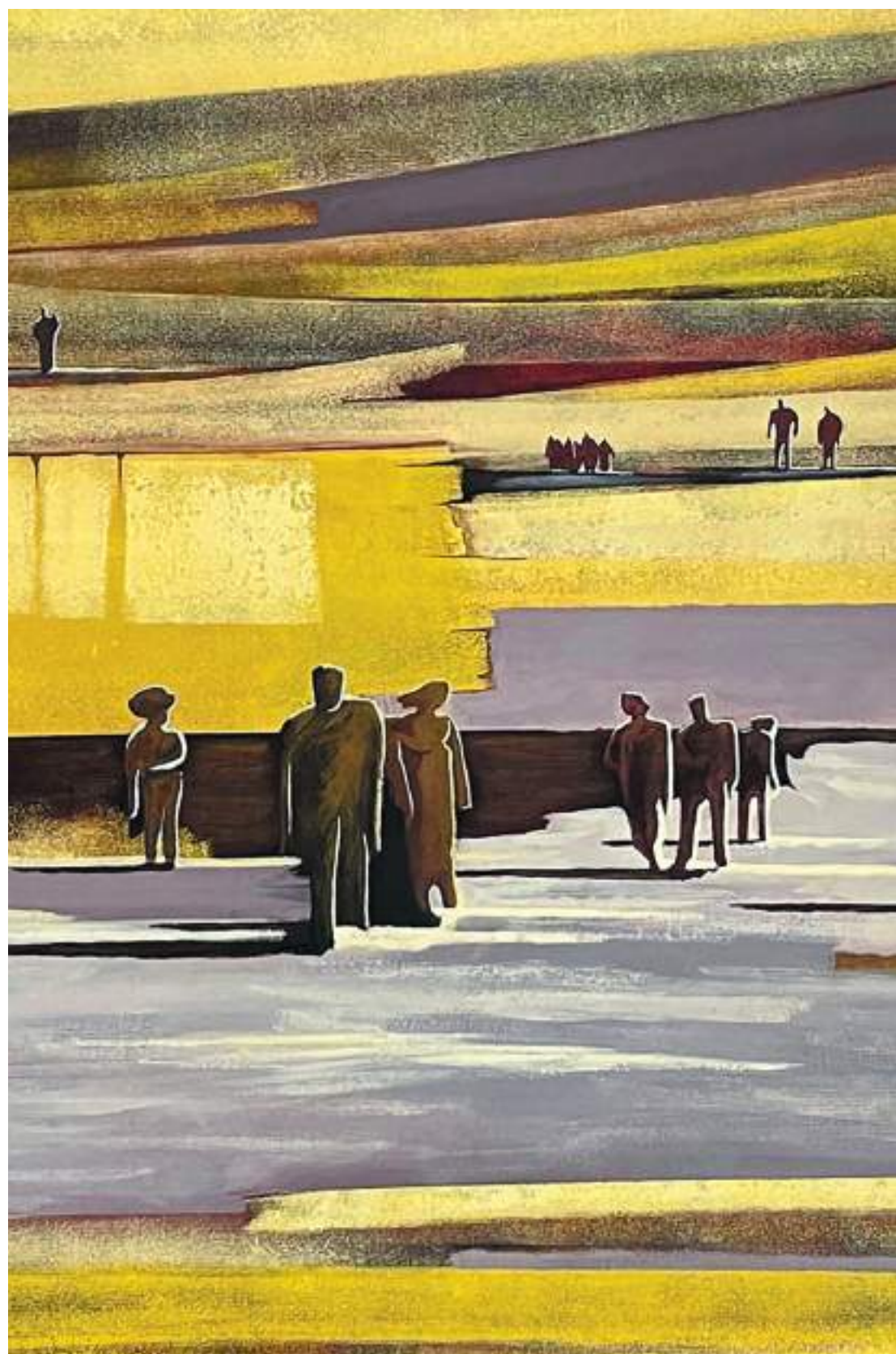
2/ Laura Silver, "How Americans view Israel and the Israel-Hamas war at the start of Trump's second term", Pew Research Center, 8 avril 2025

Et chez nous ?

Si nous sommes encore loin du climat de persécution anti-palestinien qui prévaut outre-Atlantique, certains signaux sont inquiétants en Europe, où comme aux USA, l'opinion publique tolère de moins en moins l'alignement sur Israël. En Allemagne, des organisations de défense des droits humains comme Amnesty International ou le Human Rights Research Center ont dénoncé, au cours des derniers mois, des velléités d'étouffer la solidarité avec la Palestine. À Berlin, en avril 2025, les autorités ont par exemple ordonné la déportation de quatre militants étrangers (deux Irlandais, un Polonais et un Américain) sans condamnation judiciaire, en invoquant leur participation à des manifestations en soutien à Gaza. En France, la criminalisation des collectifs pro-palestiniens a franchi un nouveau palier

avec la volonté de dissoudre Urgence Palestine, pendant que se multiplient les inculpations sous le faux prétexte d'apologie du terrorisme.

Si, en Belgique, le climat reste plus respirable que chez nos voisins pour les militants pour les droits des Palestiniens, il n'en est pas pour autant pleinement serein. Place de la Bourse, à Bruxelles, les rassemblements quotidiens contre le génocide ont ainsi fait l'objet d'une répression policière violente au cours du mois de mai 2025 et ont débouché sur l'arrestation et la maltraitance de plusieurs manifestants. Le projet d'interdire, sur des bases légales douteuses, l'organisation de défense des prisonniers Samidoun constitue également un motif d'inquiétude pour tout le mouvement de solidarité avec la Palestine.



"Exister, c'est résister"

VOIX PALESTINIENNES



Il y a la réalité des chiffres, des victimes et de l'ampleur de la dévastation à Gaza ; il y a également l'analyse des soubassements théoriques et pratiques de la planification de l'extermination de tout un peuple, le constat de la banalité du mal, ou encore les dissertations sur les raisons du consentement collectif à un génocide.

Mais derrière ces données froides, il y a aussi l'expérience de millions d'êtres humains anonymes qui, en Palestine et à travers le monde, vivent au quotidien la dépossession en cours depuis près d'un siècle et son accélération brutale depuis octobre 2023. C'est à ces voix d'horizons variés que nous avons voulu faire écho.

Certaines d'entre elles ont fait le choix d'un engagement militant actif sous différentes formes. D'autres, non. Toutes, cependant, incarnent d'une certaine façon la résistance au processus d'effacement collectif. Car exister, c'est déjà résister.



Wafa N.,

RÉSIDENTE DE GAZA



Diplômée universitaire de la section français-anglais de l'université El Azhar de Gaza, Wafa écrit sur Facebook des textes sublimes traduisant son expérience tragique du génocide.



Décembre 2024

(Le fils aîné de Wafa a été tué et son mari blessé alors qu'ils allaient s'enquérir de leur famille à Shuja'iyya) Je ne sais vraiment pas si je vais pouvoir m'en sortir ; j'ai l'impression de craquer sous le poids du chagrin ; j'essaie tant bien que mal de paraître forte mais intérieurement, je suis tout le contraire. J'ai juste besoin de pleurer sur l'épaule de quelqu'un qui m'aime. Je suis devenue une vieille femme chagrine du jour au lendemain.

19 février 2025

Je me suis portée volontaire dans une école pour enseigner aux enfants.

Le temps ne passe pas avec le chagrin.

C'est pour ça que j'essaie de trouver quelque chose de bon pour moi-même.



/
Dessins réalisés par Wafa

10 mars 2025

Bonsoir ma mère, mon soleil et mon amie proche, je vais bien et je m'encourage à poursuivre le nouveau chemin de l'enseignement ; je fais de mon mieux.

C'était une bonne décision pour surmonter le chagrin et ne pas y penser.

Je pense toujours à l'enseignement. Je ne me donne pas la chance de penser à autre chose que l'éducation.

18 avril 2025

Je donne des cours après l'école aux mêmes élèves que dans la journée pour qu'ils puissent comprendre. Il y a des jours où ils ne peuvent pas venir à l'école à cause de circonstances difficiles. Je leur propose alors de leur donner cours gratuitement à la fin des classes.

28 avril 2025

Bonne journée ! Comment allez-vous ? Je voudrais vous dire que l'école va me prendre comme une professeure officielle.

J'ai besoin de vos souhaits de réussite.

30 mai 2025

Nous espérons que la guerre prendra fin et que la stabilité reviendra dans nos vies. Nous ne sommes plus en mesure de surmonter les obstacles. Nous manquons d'énergie. Nous et nos enfants souffrons beaucoup à cause de la malnutrition...

Je ne sais pas quoi faire lorsque mon fils prend ses médicaments et qu'il n'a rien à manger ? En effet, nos vies ne sont plus faites pour les humains, en aucune façon.



Tamam A.,

RÉFUGIÉE GAZAOUIE EN BELGIQUE

Ayant quitté Gaza pour la Belgique en 2017, Tamam, 31 ans, est experte en communication. Elle milite au sein du collectif Beitna, qui cherche à faire entendre la parole politique des Palestiniens chez nous.

Tamam, comment te sens-tu ?

En tant que Palestinienne née et ayant grandi à Gaza, résider aujourd'hui en Belgique pendant que ce génocide est en cours, m'a révélé à quel point le monde peut sembler éloigné et déconnecté de la réalité en Palestine.

Le contraste est saisissant – la vie en Belgique me paraît souvent futile et sans intérêt face à l'urgence et à la gravité de ce qui se passe chez moi. J'oscille entre désespoir, espoir, deuil, fierté, force, vulnérabilité et parfois, je me sens complètement perdue. Dans ces moments-là, je me recentre en me rappelant qui je suis, d'où je viens et ce qui compte vraiment.

Même dans les circonstances exceptionnelles et difficiles que je traverse en Belgique, je découvre parfois des moments de clarté au sein de la confusion. La lutte continue pour la libération de la Palestine – pour son peuple et sa terre – reste ma boussole morale. Je comprends que les systèmes d'oppression sont profondément interconnectés, qu'il s'agisse du colonialisme en Palestine ou de la montée des partis racistes en

Belgique et ailleurs. Résister à l'oppression sous toutes ses formes n'est ni un fardeau ni une faveur : c'est un devoir moral fondamental.

Il y a eu des moments où je me suis sentie soutenue par une véritable solidarité. Je suis reconnaissante envers les personnes de conscience qui se sont organisées, ont marché, ont élevé la voix pour exiger la fin du génocide en cours et du régime colonial de peuplement d'Israël. Par contre, à chaque rencontre avec des politiciens, je suis envahie par la colère. C'est révoltant de devoir supplier pour la sécurité de ma famille, de devoir les implorer de condamner le nettoyage ethnique du camp où je suis née et où j'ai grandi. Trop souvent, je me retrouve à demander le strict minimum – appeler à des sanctions, à des embargos sur les armes, à des actions concrètes de la part de ceux qui ont le privilège de pouvoir agir.

Quoi qu'il en soit, tout ce que je ressens ici dans mon confort à Bruxelles semble souvent insignifiant.

|| JE PORTE LES HISTOIRES DE MON PEUPLE AVEC MOI – NON COMME UN FARDEAU, MAIS COMME UNE SOURCE DE SENS. ||

fiant face à la vision d'un enfant pris dans les flammes, d'un parent criant au secours pour sauver ses enfants coincés sous les décombres, d'un survivant de la Nakba préférant mourir plutôt que d'assister à ce génocide, et tant d'autres scènes déchirantes.

Même si le monde peut sembler indifférent, je puise ma force dans mes racines et dans l'engagement inébranlable pour la justice qui unit des personnes au-delà des frontières. Chaque acte de solidarité, chaque voix contre le génocide et la violence coloniale, me rappellent que c'est notre lutte collective qui compte. Je porte les histoires de mon peuple avec moi – non comme un fardeau, mais comme une source de sens. Même en exil, je ne suis pas impuissante. Je ne suis pas une victime. Je fais partie d'un mouvement mondial pour la libération et je vais continuer à résister, à espérer et à croire qu'un avenir fondé sur la dignité et la liberté n'est pas seulement possible, mais nécessaire.

Qu'as-tu envie de dire au monde ?

Ouvrez vos yeux, vos esprits, et vos cœurs. Prenez position pour ce qui est juste ;

Rester neutre ou silencieux face à une injustice grave est une forme de complicité. Refusez d'être complices de colonialisme, de génocide, de famine et de nettoyage ethnique ;

La Palestine peut sembler lointaine, mais ce qu'il s'y passe met à l'épreuve notre humanité commune et façonne le monde que nous léguerons ;

Chaque personne – y compris toi, moi, et le peuple de Palestine – mérite un monde libéré du colonialisme, de la violence et du fascisme. Construisons ce monde ensemble !

Un monde meilleur n'est pas qu'un rêve. Par nos actions, notre engagement, notre détermination – individuellement et collectivement – nous pouvons le rendre réel ;

Ne laissez pas les puissants parler ou agir en votre nom. Tenez-les pour responsables. Dites clairement : pas en mon nom, pas en notre nom !

Certains dirigeants politiques utilisent des mots forts pour désamorcer votre colère et votre déception. Mais les mots ne sont pas des actes. Ne vous laissez pas tromper – exigez un véritable changement !

Le désespoir n'est pas une option. Notre seule voie d'avenir est de continuer à nous battre pour la justice ;

Un jour, on vous demandera – ou vous vous demanderez – qu'avez-vous fait pendant le premier génocide diffusé en direct dans le monde ? Assurez-vous que votre réponse soit une source de fierté pour vous.



Maryam O., HABITANTE DE JÉRUSALEM-EST

« Vivre parmi les ruines et sous la menace. »

Maryam résume ainsi la vie dans la capitale palestinienne occupée.

Comme beaucoup de ceux qui ont grandi à Jérusalem, je pensais que notre quotidien ne pouvait pas être plus difficile qu'il ne l'était déjà. Mais depuis le 7 octobre 2023, tout a empiré. Nous sommes passées de l'étouffement à l'asphyxie. Depuis ce jour, le temps semble s'être arrêté. Nous ne pensons plus à demain. Nous essayons simplement de traverser la journée sans perdre un proche, une maison ou notre liberté.

Je viens de Silwan, un quartier palestinien situé juste au sud de la mosquée Al-Aqsa. Enfant, j'entendais les adultes parler de démolitions possibles, sous le prétexte de « construction illégale ». Je ne comprenais pas les mots, mais je voyais les bulldozers, la peur dans les yeux de mes parents. Aujourd'hui, à 26 ans, je sais qu'il ne s'agissait pas de simples menaces, mais d'une politique de dépossession, visant à transformer notre quartier en « parc biblique » — un projet lié à la judaïsation de la ville.

Durant 23 ans, j'ai vécu avec la peur constante de perdre notre maison. En août 2024, alors que le monde avait les yeux tournés vers Gaza, cette peur est devenue réalité : notre maison a été détruite, sans caméra pour filmer l'événement, sans couverture médiatique. Ce jour-là, je devais commencer un nouveau travail. J'avais dans mon sac un carnet empli de projets pour soutenir les enfants du quartier. À mon arrivée à proximité, les soldats m'ont empêchée d'avancer. Quand j'ai enfin pu passer, il ne restait rien de notre maison. Ma mère pleurait. Mon père fouillait les gravats. Je tenais toujours en main le carnet. Il n'avait plus de sens.

Depuis le 7 octobre, les démolitions se sont intensifiées, souvent sans préavis. Dans notre quartier, plus de 5 % des habitations ont été détruites. J'ai dû renoncer à mes rêves : finir mes études, bâtir une maison, lancer des projets communautaires. Aujourd'hui, je rêve simplement

|| AUJOURD'HUI, JE RÊVE SIMPLEMENT D'UN ABRI, DE RENTRER CHEZ MOI SAIN ET SAUVE, SANS ÊTRE ARRÊTÉE À UN CHECKPOINT OU MENACÉE PAR UN COLON ARMÉ. ||

d'un abri, de rentrer chez moi saine et sauve, sans être arrêtée à un checkpoint ou menacée par un colon armé.

Chaque matin, je pars longtemps avant l'aube. Non pas à cause des exigences de mon travail, mais par crainte que les routes ne soient fermées. À Jérusalem, tout peut être bloqué à tout moment, sous le prétexte de la « sécurité » des colons. Certains jours, je marche des heures, en faisant de nombreux détours, pour atteindre l'université. Nous vivons enfermés dans notre propre ville.

La répression est aussi économique et psychologique. Les taxes imposées aux Palestiniens explosent. Les amendes tombent pour une feuille morte, une branche qui dépasse, un peu de poussière sur une voiture garée. Une simple publication sur les réseaux sociaux peut mener à une arrestation. Plusieurs de mes amis ont été détenus pour avoir exprimé leur tristesse face à la destruction de Gaza ou à la démolition d'une maison voisine.

Même nos lieux de prière sont surveillés. Al-Aqsa est souvent fermée, l'accès en est contrôlé, surtout pour les jeunes. Les églises ne sont pas épargnées non plus. Lors des fêtes, on nous empêche de nous rassembler.

Et il y a les colons. Armés, protégés, ils patrouillent dans nos rues, agressent, tirent et tuent. Depuis octobre, plus de dix Palestiniens ont été tués par des colons à Jérusalem, y compris des enfants jouant devant chez eux.

Aujourd'hui, dans la vieille ville, chaque pierre nous rappelle notre histoire. Mais nous ne rêvons plus d'avenir. Nous espérons juste que la journée se termine sans drame et pouvoir rentrer chez nous — pour ceux qui ont encore un chez-soi. Le monde dit que Jérusalem est « unifiée » et « sainte ». Pour nous, elle est fragmentée, militarisée et au bord de l'effondrement. Et malgré tout cela, nous y restons.



Mohammed A.,

PALESTINIEN DE 1948

Quand on demande à Mohammed si sa ville de Tayibe est en Israël, il corrige aussitôt: «elle est située dans le district historique de Tulkarem», évoquant ainsi la division administrative du temps de la Palestine mandataire. Une manifestation ordinaire de l'attachement aux racines partagée par beaucoup de descendants de ceux qui n'ont pas été expulsés lors de la Nakba et du rejet d'une citoyenneté au rabais qui leur a été imposée.

Comment vous sentez-vous personnellement et collectivement en tant que Palestiniens d'Israël depuis le 7 octobre ?

Comme vous le savez sans doute, les choses n'ont pas vraiment commencé à changer ce jour-là. Nous n'avons jamais été des citoyens égaux aux citoyens juifs, ni aux yeux du gouvernement, ni aux yeux des citoyens juifs eux-mêmes.

Les inégalités se manifestent dans les commentaires racistes que les Palestiniens reçoivent au quotidien, que ce soit en marchant dans la rue ou dans des publications non politiques sur les réseaux sociaux.

Dans l'espace public, on peut clairement voir une séparation drastique entre les communautés. Si vous ouvrez Google Maps sur une ville ou un

village palestinien situé dans les territoires de 48 [NDLR : Israël], et que vous en effacez les symboles religieux, vous pouvez quand même deviner s'il s'agit d'un village palestinien ou d'une colonie israélienne. On peut le voir à travers la mauvaise infrastructure dans les villages palestiniens, que les institutions israéliennes refusent de rénover.

Les sionistes, au fil des années, ont pris des risques calculés. Ils ont toujours eu des plans plus vastes, mais ils les ont mis en œuvre de manière très patiente. Mais depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, ils veulent tout obtenir immédiatement. Cela a commencé avec la réforme judiciaire. Leur but était de signaler au pouvoir judiciaire qu'ils n'étaient pas satisfaits de sa manière mesurée de justifier leurs actions. Ils voulaient un pouvoir illimité pour contrôler tous les territoires d'un seul coup. La réforme a reçu un soutien indéfectible de la population, et même

|| L'ATTENTE SE NOURRIT GÉNÉRALEMENT D'UN CERTAIN ESPOIR. ET POUR ÊTRE HONNÊTE, JE N'EN AI AUCUN. ||

les manifestations organisées par l'opposition – bien que nombreuses – étaient d'accord sur le besoin de réforme, mais divergeaient sur la manière de la mettre en œuvre et sur des détails sémantiques.

Quelques heures seulement après l'attaque du 7 octobre, alors que la Hasbara (la propagande israélienne, ndlr) allumait ses caméras pour convaincre le monde de leur droiture, le public et la police ont commencé à arrêter des Palestiniens. Ces arrestations étaient justifiées par des publications politiques où l'on discutait de la guerre en cours. Certaines arrestations se sont même faites sur la base d'anciennes publications sur les réseaux sociaux, parfois mal traduites par des outils de traduction automatique.

Depuis ce jour-là, nous avons été désignés comme l'ennemi à pourchasser, la traque étant menée principalement par des civils, les autorités prenant toujours le parti des Israéliens.

Quelle est votre demande au monde ?

Honnêtement, je n'ai aucune demande à faire à qui que ce soit. Le génocide en cours a commencé il y a 20 mois et il semble que personne ne se soucie des souffrances des Gazaouis, ni des conditions de vie injustes qui nous sont faites dans tous les territoires palestiniens.

Cependant, j'appelle le monde à se documenter sur la Palestine à travers des sources anticoloniales et à être solidaires des peuples opprimés partout – en Palestine et ailleurs.

Qu'attendez-vous pour les Palestiniens d'Israël ?

L'attente se nourrit généralement d'un certain espoir. Et pour être honnête, je n'en ai aucun. Après tout ce qui nous est arrivé, entre la censure et l'intimidation par tous les moyens possibles, je crois que les Palestiniens dans les zones de 1948 n'ont plus d'espoir et qu'ils se sont habitués à cette réalité. D'une certaine manière, nous avons même monétisé notre désespoir.

Nos manifestations sont bloquées par la police et tout appel à mettre fin au génocide en cours se solde par des arrestations. Par exemple, j'ai des amis juifs qui ont participé à des actions anti-guerre et ont été arrêtés par la police. Les policiers leur ont demandé s'ils étaient Arabes ou Juifs. Ces amis ont été relâchés dès le lendemain, étant entendu que si j'avais été à leur place, j'aurais été détenu bien plus longtemps. À ce stade, je pense que nous devons nous unir en un mouvement global pour affronter les régimes fascistes. Car après le 7 octobre, il est devenu clair que nous n'avons aucun droit et que notre citoyenneté israélienne ne signifie rien.



*Nous aimons la vie chaque fois que nous le pouvons...
Nous plantons des arbres d'espoir entre deux martyrs...
Et nous chantons pour que le mur se fissure,
Afin que la vie puisse se faufiler au travers.*



Mahmoud Darwish



*Nous résistons — non par les armes,
mais par des sourires qui refusent de mourir,
se dessinant obstinément sous des regards fatigués.
Nous dansons — non par absence de chagrin,
mais parce que la joie, elle aussi,
est une forme de résistance qui résonne jusque dans nos os.*

*Nous frappons la terre de nos pieds —
un rythme empreint de courage et de désir —
appelant l'espoir à jaillir de la poussière,
chaque pas comme un hymne,
chaque battement comme un appel à la liberté.*

*Main dans la main — l'enfant et l'aîné —
nous rassemblons les plaies de notre histoire,
les pansant avec tendresse,
avec mémoire,
avec un espoir si fort qu'il ne puisse être réduit au silence.*

*Contre toute attente,
nous persistons.
Nous résistons.
Nous existons.
Car cette terre chante dans nos veines,
et que nous n'avons jamais été destinés à disparaître.*


*Notre keffieh n'est pas un simple tissu —
c'est l'histoire enroulée autour de l'âme,
un symbole d'appartenance,
notre tonnerre silencieux, notre cri le plus puissant.*

*Même lorsque les voix se brisent de douleur,
nous nous levons,
et nous crions : Palestine.*





UNE EXPOSITION EXCEPTIONNELLE
À L'INSTITUT DU MONDE ARABE




TRÉSORS SAUVÉS DE GAZA

5000 ANS D'HISTOIRE

DU 3 AVRIL AU 2 NOVEMBRE 2025

INSTITUT DU MONDE ARABE
اتحاد لدراسات
الشرق الأوسط





Le boycott académique toujours présent

Chaque semestre apporte son lot de victoires en matière de boycott académique. Cette fois, c'est au tour des universités néerlandaises de rompre leurs liens avec les universités israéliennes complices du génocide. Ainsi, l'université Radboud de Nimègue a rompu ses partenariats avec l'université de Tel-Aviv et l'université hébraïque de Jérusalem (UHJ), toutes deux «contribuant à des violations directes et spécifiques des droits humains» des Palestiniens. L'université d'Utrecht a, elle, suspendu toutes ses dernières collaborations avec des institutions israéliennes, en raison des déplacements forcés imposés aux Palestiniens et des blocages de l'aide humanitaire par Israël. L'université d'Amsterdam a, quant à elle, mis fin à son programme d'échange étudiant avec la UHJ, dénonçant les liens avérés entre l'université et le complexe militaro-industriel israélien.

Blanche-Neige ne blanchira pas Israël

Coup dur pour Disney : le nouveau film de Blanche-Neige a été retiré des cinémas au Koweït, au Liban et à Oman et a été massivement boycotté en Égypte et en Jordanie. Cela a coûté à Disney au moins 100 millions de dollars de pertes, résultat désastreux pour l'entreprise. Les raisons du boycott ? Le choix, pour incarner l'héroïne immaculée, de l'actrice Gal Gadot, ancienne soldate israélienne et relais zélé de la propagande du gouvernement génocidaire israélien. Ajoutons que le studio Marvel de Disney a fait revivre le personnage raciste et anti-palestinien Sabra dans *Captain America*. Le boycott contre Disney et ses produits dérivés continue donc, jusqu'à ce que l'entreprise revienne sur ses choix plus que douteux.

Microsoft



Depuis 34 ans, Microsoft accompagne fidèlement chaque étape de l'approfondissement du régime d'apartheid israélien – et désormais du génocide en cours contre les Palestinien-ne-s – notamment en soutenant le développement de son système carcéral et en fournissant des services Cloud Azure ainsi que des technologies d'intelligence artificielle.

Devant cette complicité persistante, il était plus que temps de lancer une campagne ciblée pour exercer une pression maximale sur l'entreprise.

Le mouvement BDS a choisi de viser en priorité un secteur particulièrement lucratif pour Microsoft : les jeux vidéo. Quelques conseils pour «gamer» en toute sérénité :

1. Annulez votre abonnement au Xbox Game Pass ;
2. Boycotez Candy Crush, Minecraft et Call of Duty – des franchises phares de jeux vidéo détenues par Microsoft ;
3. Boycotez l'ensemble des produits Microsoft Gaming (tels que Xbox Game Studios, Activision, Bethesda et Blizzard).



1/ Lancée en 2005 par la société civile palestinienne, la campagne non violente BDS appelle au boycott d'Israël jusqu'à ce qu'il se plie aux trois obligations majeures que le droit international lui impose envers les Palestiniens : 1. le retrait du territoire palestinien occupé ; 2. l'égalité absolue entre les citoyens juifs et palestiniens en Israël ; 3. l'application du droit au retour des réfugiés palestiniens garanti par la résolution 194 de l'ONU.
2/ La commune d'Xelles a suspendu le jumelage qu'elle entretenait avec la localité israélienne de Megiddo, mais s'est refusée à le rompre. Lire News BDS du n°101 de Palestine (3e trim. 2024).

|| LE PARADIGME FEMME EXISTE ; IL COMPTE. NOUS (LES FEMMES) NE SOMMES PAS SEULEMENT DES MÈRES, ÉPOUSES, OU SŒURS DE... ||

Wafa Abdel Rahman,
fondatrice et directrice générale



/
© Antonin Moriau

Ensuite, les conditions matérielles extrêmes dans lesquelles elles travaillent les plongent dans un environnement précaire : pénuries d'eau, d'électricité, de carburant. Quand elles ne sont pas confrontées aux bombes et aux déplacements forcés à Gaza, elles sont aux prises avec les sièges et les checkpoints en Cisjordanie. Enquêter sur des faits ou les relater dans ces conditions peut sembler relever de la mission impossible.

En outre, s'imposer dans un milieu médiatique masculin et conservateur, dans une société elle-même conservatrice, où la voix des femmes peut être perçue comme subversive ou dangereuse, fait peser sur elles une double peine : travailler plus pour prouver leur valeur et encourir le discrédit qui frappe une femme qui donne la priorité à sa carrière plutôt qu'à sa famille.

Enfin, être quotidiennement exposées à la mort, aux bombardements, aux sièges militaires, à la destruction plonge les journalistes dans un état de choc qui finit par être permanent. Le besoin de soutien collectif est donc constant.

Comment la soutenir ?



Vous pouvez soutenir Filastiniyat de deux façons :

1. Vous pouvez faire un don sur leur site www.filastiniyat.org/
2. Lisez, suivez, partagez le travail de ces femmes journalistes via la **plateforme NAWA** qu'elles ont mise en place. Elles sont aussi actives sur leurs réseaux sociaux, notamment Instagram.

Rappelons que ces femmes risquent leur vie pour faire ce travail. Elles ont constamment peur pour elles, pour leurs conjoints, leurs enfants, leurs parents.





Ci-gît l'humanité

par Meriem Laribi, Éditions critiques,
Préface d'Alain Gresh, février 2025, 312 pages



Sous-titré *Gaza, le génocide et les médias*, cet indispensable livre reprend, mois par mois, d'octobre 2023 à octobre 2024, la chronique de l'anéantissement de Gaza : le courage de ses habitants, de ses médecins, de ses ambulanciers, de ses journalistes, tous ciblés par les tireurs de « l'armée la plus morale du monde ».

Meriem Laribi, journaliste, collaboratrice du *Monde diplomatique* et du site *Orient XXI*, documente ici l'impensable, tout en dénonçant le rôle des médias occidentaux dans la déshumanisation des Palestiniens.

Le lecteur est saisi d'un double accablement, celui d'assister au premier génocide filmé en direct et celui de mesurer l'ampleur du soutien politique et médiatique à cette monstruosité.

Le chemin est long et difficile, nous dit l'auteure, mais, à la fin, ce sont les peuples opprimés qui gagnent et ceux qui prennent leur parti. (...)

En ce qu'elle contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, la cause du peuple palestinien est celle de tous les êtres libres.



Gaza.

Est-ce que vous nous voyez vraiment ?

par Mazen Kerbaj, Éditeur Actes Sud,
Collection Actes Sud BD, février 2025



Dans une lettre, le CRIF Auvergne-Rhône-Alpes demande aux libraires de retirer ce livre de leurs rayons, parce que cette BD « alimente une rhétorique de haine », prétend cet organisme. L'éditeur Actes Sud explique n'avoir jamais eu affaire à un tel procédé.

Le livre reprend les dessins réalisés, entre octobre 2023 et septembre 2024, par Mazen Kerbaj, artiste libanais, qui témoigne du massacre à Gaza en illustrant les messages qu'il recevait tous les jours sur les réseaux sociaux. Une chronique du génocide d'un format susceptible d'atteindre un très large public.

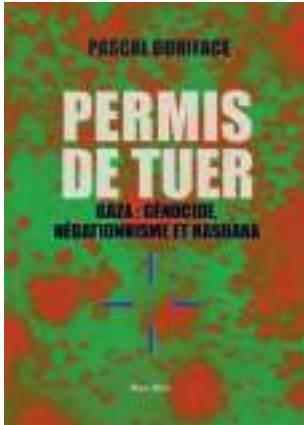
On y trouve aussi quelques pépites, comme celle-ci :

« Placez-vous du bon côté de l'Histoire en deux étapes faciles :

1/ Regardez de quel côté se place l'Allemagne.

2/ Placez-vous de l'autre côté. »

Un livre à soutenir contre la censure !



Permis de tuer, Gaza : génocide, négationnisme et hasbara

par **Pascal Boniface**,

Éditeur **Max Milo**, avril 2025, 282 pages



C'est bien la première fois que l'on bombarde des gens qui ne peuvent aller nulle part ailleurs, souligne Pascal Boniface. Et pourtant, Israël bénéficie d'un soutien quasi général. À commencer par les médias, qui soutiennent Israël non pas « parce que les Juifs contrôleraient les médias », ce qui est faux, mais à cause du *biais occidentaliste* : proximité culturelle, mentalité coloniale toujours prégnante, défiance – voire haine – du monde arabe. Pascal Praud par exemple, qui occupe désormais une place centrale dans les médias français, peut déclarer : « le 7 octobre a changé le monde. Il a changé ma vie. Le monde arabo-musulman a déclaré la guerre à l'Occident. Israël est un rempart. »

Rarement, les événements du 7 octobre sont remis dans un contexte. Et tribune est largement offerte non seulement aux représentants de l'armée, mais aussi aux propagandistes les plus notoires et les plus discrédités d'Israël, comme Bernard-Henry Lévy ou Caroline Fourest. Dorénavant, le droit international n'est plus le droit s'il s'applique à nos amis. Ceux qui nient les crimes d'Israël pratiquent, nous dit l'auteur, « une autre forme de cancel culture ».

Un remarquable chapitre est consacré à la propagande officielle israélienne, la *hasbara* (littéralement : l'explication). On y apprend notamment que le ministère israélien des Affaires étrangères a mis en place une équipe chargée d'alimenter le web. *The Israel projects 2009 Global lang (age dictionary*, un document non public, mais qui a fuité, énumère 25 règles pour une communication efficace). Il est par exemple recommandé de montrer de la sympathie pour les deux parties, et non se contenter de dire qu'Israël a raison et les autres tort. Il faut employer un ton modéré, concéder de temps en temps un point à son interlocuteur. Ce chapitre vaut à lui seul le détour.



La civilisation judéo-chrétienne, Anatomie d'une imposture

**par Sophie Bessis, Éditions Les Liens qui libèrent,
mars 2025, 96 pages**



La *civilisation judéo-chrétienne* : une expression dont l'usage s'est largement répandu depuis une quarantaine d'années.

On conviendra que les innombrables victimes juives des deux millénaires d'antisémitisme chrétien doivent se retourner dans leurs tombes. Le concept a d'ailleurs été longtemps marginal chez les Juifs. Mais alors, quelles sont les clés de son succès ? Sophie Bessis nous explique que, très commode, il sert à trop de monde.

Le sionisme le brandit avec opportunisme pour se présenter comme une partie de l'Occident chrétien, dont Israël serait la pointe avancée dans la lutte contre la barbarie arabo-musulmane. Il ancre ainsi exclusivement son destin à l'Occident.

L'Occident l'utilise pour prouver son amour d'Israël et des Juifs et pour rejeter la part arabo-musulmane de sa culture. Ce qui lui permet, au passage, de restaurer son innocence en « faisant expier » le judéocide par les antisémites que sont les Arabes.

En réaction, les nationalistes arabes l'adoptent comme définition de l'ennemi, ce qui a pour effet de nier la dimension juive de leur propre histoire. Le résultat est un appauvrissement général, les uns répudiant leur part orientale, les autres leur part juive. Identitaires du Nord et du Sud sont réunis dans leur refus de l'Autre, donc dans le refus de toute paix possible.

Qui tranchera ce nœud gordien ?



Pour la Palestine comme pour la Terre

Les ravages de l'impérialisme fossile

par **Andreas Malm**, traduit de l'anglais par **Etienne Dobenesque**, Éditions **La fabrique**, février 2025,
168 pages



Quel point commun y a-t-il entre la destruction de la planète et le génocide à Gaza ? Ceci : la suppression de toute limite. L'extractivisme gazier et pétrolier n'a jamais été aussi actif que ces deux dernières années, malgré les cataclysmes environnementaux qui en résultent. De même, à Gaza, les quelques limites « fixées » à Israël par ses alliés ont été franchies les unes après les autres. Chaque massacre de civils en amène un deuxième, puis un autre encore pire, jusqu'à ce que l'horreur s'installe dans la banalité du quotidien : dorénavant, tout est permis.

Andreas Malm situe le début de l'assujettissement de la Palestine en 1840, lors de l'écrasement de Saint-Jean-d'Acre par les Anglais, grâce à la force de frappe de leurs bateaux à vapeur. Un épisode peu connu, remarquablement narré par l'auteur. Il s'agissait, pour l'empire à l'époque le plus puissant du monde, de contrôler la route des Indes, d'éliminer un concurrent, l'Égypte et son coton, et de barrer la route au nationalisme arabe.

Bien plus tard, en 1917, l'Empire britannique visera à sécuriser ses intérêts en promouvant l'établissement de populations juives en Palestine. Dans un débat très vif avec ceux qui insistent sur le rôle des lobbies, Malm démontre que c'est bien davantage la volonté géopolitique de préserver l'ordre pétrolier qui explique le soutien occidental à Israël.

STOP

au commerce et
au transit d'armes
entre la Région wallonne
et Israël !

SIGNE LA PÉTITION

Soyons nombreux à exiger des autorités régionales
un embargo militaire total contre Israël et la fin
de toute complicité avec le génocide en cours !

Les citoyens de plus de 18 ans des trois Régions du pays
peuvent signer l'interpellation citoyenne.



<https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=petition-detail&id=464>

Une initiative de la Coordination namuroise belgo-palestinienne (CNB-P)